

**TRAVAUX D'ADAPTATION, DE MAINTENANCE ET DE REPARATION DES
BATIMENTS, POUR LA PEINTURE - REVETEMENTS MURAUX**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
--

Lot 3 Mono attributaire : travaux dont l'estimation du maitre d'œuvre est inférieure à 5 000 € HT

Lot 4 Multi attributaires : travaux dont l'estimation du maitre d'œuvre est supérieure à 5 000 € HT

Juin 2025

Maîtrise d'ouvrage :
Centre Hospitalier Henri LABORIT

Tables des matières

1.	PRESENTATION	3
2.	PRESCRIPTIONS GENERALES	3
2.1.	Textes généraux	3
2.2.	Prescriptions détaillées	4
3.	MODES D'INTERVENTION	4
3.1.	Période de préparation – programme d'exécution des travaux.	4
3.2.	Ordre de travail	4
3.3.	Délais	4
3.4.	Réceptions	4
3.5.	Protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante et au plomb	4
3.6.	Contraintes des interventions	5
3.7.	Présentation du personnel	5
3.8.	Nuisances de chantier	5
3.9.	Stockage	5
4.	QUALIFICATION ET FORMATION	6
4.1.	Qualification du personnel - Peinture – Revêtements muraux	6
4.2.	Formation du personnel	6
5.	CONTENU DES PRIX	6
5.1.	Nettoyage de fin de chantier niveau 1	6
5.2.	Nettoyage de niveau 2 - Nettoyage de mise à gris	7
5.3.	Nettoyage de niveau 3 – Nettoyage de Mise à blanc	7
6.	PERIODES DE CONGES	7
7.	DOCUMENTATION ET PLANS, DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)	7
8.	ATTACHEMENTS	7
9.	MATERIELS ET MAIN D'ŒUVRE	7
9.1.	Généralités	7
9.2.	Main d'œuvre	8

1. PRESENTATION

Le présent cahier des charges précise les prestations à réaliser dans le cadre d'un accord-cadre mono-attributaire ou multi-attributaire (voir CCAP).

Les prestations concernées sont essentiellement :

- des travaux de nettoyage (sols, murs, plafonds, objets,...), de préparation des supports et de nettoyage de chantier,
- des travaux de peinture (sols, murs, plafonds, objets,...) et de vernis intérieurs et extérieurs,
- des travaux de revêtements muraux collés.

L'ensemble des prestations à réaliser est situé au CENTRE HOSPITALIER HENRI LABORIT DE POITIERS sur les principaux sites suivants :

- site de la Milétrie : 35 bâtiments environ
- site de Saint-Benoit : 4 bâtiments
- site de Vouillé : 1 bâtiment
- site de Chatellerault : 1 bâtiment,
- d'autres sites répartis sur Mignaloux-Beauvoir, Fontaine-le-Comte, Loudun, Neuil-L'Espoir... et dans le département de la Vienne.

L'accord cadre fait l'objet d'une convention de groupement de commandes unissant le Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers (mandataire du groupement), l'Etablissement Français du Sang (EFS) pour son site de la Milétrie et le CH Henri Laborit sur l'ensemble de ses sites.

2. PRESCRIPTIONS GENERALES

2.1. Textes généraux

Les travaux de peinture – revêtements muraux seront réalisés pour tout ce qui ne déroge pas aux spécifications du présent CCTP suivant les clauses des normes suivantes, cette liste étant non limitative :

- DTU 59.1 NF P 74-201 - Juin 2013 : Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais, ou épais
- DTU 59.3 NF P 74-203 - Mai 1993 : Peinture de sols
- DTU 59.4 NF P 74-204 - février 2018 : Mise en oeuvre des papiers peints et des revêtements muraux
- DTU 59.5 - Janvier 2013 : Exécution des peintures intumescentes sur structures métalliques
- DTU 42.1 NF P 84-404 - Novembre 2007 Réfection de façades en service par revêtements d'imperméabilité
- NF T 30-608 - juillet 2010 : Peintures et vernis - Enduits de peinture pour travaux intérieurs et/ou extérieurs
- NF T 30-806 - septembre 1991 : Peintures et vernis - Travaux de peinture des bâtiments
- NF T 31-004 - novembre 1975 : Pigments - Minium pour peintures
- NF T 34-722 - novembre 2016 : Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de revêtement pour maçonnerie et béton extérieurs
- NF T 36-005 - juillet 2010 : Peintures et vernis - Caractérisation des produits de peintures
- NF EN 927 - avril 2013 : Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de peinture pour le bois en extérieur
- NF EN 1062 - octobre 2004 : Peintures et vernis - Produits de peinture et systèmes de revêtements pour maçonnerie et béton extérieurs
- NF EN 16566 - juillet 2014 : Peintures et vernis - Enduits de peintures pour travaux intérieurs et/ou extérieurs
- NF EN ISO 12944 - octobre 2019 : Peintures et vernis - Anticorrosion des structures en acier par systèmes de peinture
- FD T 30-805 - avril 2015 : Peintures - Guide relatif aux produits de peintures utilisés dans les travaux de peinturage du bâtiment
- FD T 30-808 - juillet 2016 : Peintures et vernis pour le bâtiment - Guide relatif aux produits de peinture et systèmes de revêtement pour façades
- Arrêté du 27 février 2012 modifiant l'arrêté du 29 mai 2006 relatif à la réduction des émissions de composés organiques volatils dues à l'utilisation de solvants organiques dans certains vernis et peintures et dans les produits de retouche de véhicules
- Arrêté du 19 avril 2011 modifié relatif à l'étiquetage des produits de construction ou de revêtement de mur ou de sol et des peintures et vernis sur leurs émissions de polluants volatils

- Décret n° 2011-321 du 23 mars 2011 relatif à l'étiquetage des produits de construction ou de revêtement de mur ou de sol et des peintures et vernis sur leurs émissions de polluants volatils
- Agréments et avis du CSTB
- Tous les documents officiels connus
- Règles et techniques de la construction, habituelles à la profession

L'énumération ci-dessus n'est pas limitative, l'entrepreneur devant se référer à tous les documents réglementaires afférents aux travaux dont il a la charge.

2.2. Prescriptions détaillées

Les marques et références citées dans le bordereau de prix ont pour objectif de définir un niveau qualitatif de prestation. Tout matériel et matériau de qualité équivalente ou supérieure peuvent être acceptés. Les marques et références citées ont pour but de caractériser le produit dans une gamme de type « Professionnel » ou « qualité supérieure » en évitant un long descriptif technique qui réduirait la lisibilité du produit demandé.

3. MODES D'INTERVENTION

3.1. Période de préparation – programme d'exécution des travaux.

La période de préparation sera comprise dans le délai d'exécution fixé par le maître d'œuvre pour chaque bon de commande ou marché subséquent.

Pendant cette période de préparation, l'entreprise procèdera notamment aux opérations énoncées ci-après :

- Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, - accompagné du projet des installations de chantier.
- Etablissement des plans de sécurité et de protection de la santé par les entreprises et chacun de ses sous-traitants, si nécessaire.
- Approvisionnement, mobilisation des moyens techniques, matériels et humains.

3.2. Ordre de travail

L'ordre de travail sera généré soit :

- par un bon de commande, si l'intégralité des prestations sont décrites dans le BPU
- par la proposition d'un marché subséquent, si tout ou partie des prestations envisagées n'apparaissent pas au BPU.

3.3. Délais

Cf. Article 3.1 du CCAP

Pour le suivi de l'accord cadre, une réunion annuelle aura lieu avec le maître d'ouvrage.

Pour les bons de commandes ou marchés subséquents, des réunions hebdomadaires ou mensuelles seront organisées avec le titulaire et la personne responsable du suivi du marché pour faire le point de l'avancement des travaux.

3.4. Réceptions

Cf. Article 6.2 du CCAP

3.5. Protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante et au plomb

Pour tous les travaux pouvant exposer les ouvriers à des risques d'inhalation de poussières d'amiante ou de plomb, l'entrepreneur doit prendre toutes dispositions nécessaires pour respecter les réglementations en vigueur. Il doit assurer la protection des travailleurs, des personnes situées à proximité et de l'environnement.

En cas de découverte d'un matériau amianté (ou suspect), le titulaire doit :

- Suspendre le travail dans le secteur concerné,
- Interdire toute circulation au moyen d'un balisage adapté (polyane, panneau, balise,...),
- Informer immédiatement le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage,
- Ne reprendre les travaux qu'après en avoir reçu l'autorisation par le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage.

3.6. Contraintes des interventions

Les différentes interventions devront avoir lieu dans la majorité des cas « en site occupé ».

Les sujétions d'exécution liées à cette contrainte seront considérées comme étant incluses dans les prix unitaires, de ce fait, l'entrepreneur ne pourra pas faire valoir de majoration des prix pour temps improductifs.

Le titulaire est réputé connaître ou avoir reconnu l'ensemble des installations en place et en fonctionnement. Les extensions, modifications des installations sont toujours supposées avoir fait l'objet d'une reconnaissance préliminaire.

Le CHL informera le titulaire des modifications intervenues sur les installations entre deux visites.

Les interventions devront avoir fait l'objet au préalable d'un plan de prévention de sécurité et coactivité établi par le titulaire du présent contrat et validé par le maître d'ouvrage. Ce plan définira les modalités d'intervention du personnel, les moyens préventifs de protections individuels et collectives et de coactivité si besoin.

3.7. Présentation du personnel

Le personnel de l'entreprise n'est pas autorisé à intervenir sans prévenance de la personne du CHL responsable des travaux. Le responsable des travaux prévoit au préalable au chantier les conditions particulières d'intervention de l'entrepreneur.

Le Centre Hospitalière Laborit est un centre de Santé Mentale dont les accès sont contrôlés.

Le personnel de l'entreprise doit être porteur d'une pièce écrite justifiant de son emploi dans l'entreprise et de son identité.

Cette pièce justificative de son emploi peut être :

- une carte d'identité professionnelle
- une lettre du Chef d'entreprise présentant l'agent.

3.8. Nuisances de chantier

L'entreprise devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier et respecter la réglementation en vigueur, ainsi que les contraintes émises par le maître d'œuvre au regard de l'activité hospitalière

Les prescriptions d'hygiène édictées lors de chaque chantier (au travers des fiches de lutte contre les infections nosocomiales) devront être strictement respectées.

Les prescriptions formulées par le coordonateur SPS désigné ou le maître d'ouvrage devront être respectées.

➤ **bruit** : Chaque fois que le seuil des 60 dB (sur l'une des 6 façades de la zone de travaux) sera atteint, le maître d'œuvre sera susceptible d'émettre des prescriptions concernant les horaires d'intervention, le matériel utilisé, le respect des contraintes d'environnement,...

➤ **ventilation** : L'entreprise prendra toutes dispositions pour garantir aux occupants des lieux une parfaite ventilation des locaux, parties communes, logements dans le cas où celle-ci produirait du fait de son activité une émission de poussières, émanations diverses, inodores ou insipides ; la ventilation pourra s'effectuer de façon naturelle ou mécanique.

➤ **déchets** : L'entreprise s'engage à respecter les lois 75-633 du 15 juillet 1975 et 95-101 du 2 février 1995 relatives à l'élimination des déchets et au respect de l'Environnement. Les frais et coûts relatifs à la gestion des déchets de chantier sont à l'entière charge de l'entreprise. Aucun stockage n'est toléré dans les parties communes, les locaux vides ordures ainsi qu'au pied des immeubles, à l'exception de bennes réservées à cet usage et protégées selon les lois et règles en vigueur du Code du Travail et de la protection des personnes.

➤ **circulations** : Toutes dispositions seront prises par l'entreprise pour garantir dans tous les cas la sécurité des occupants. Les matériels et outillages, ainsi que les échelles, dès lors qu'ils présentent un risque devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent aucun danger ; il en va de même pour les matériels électroportatifs, prolongateurs, boîtes à outils, etc.

Les plans de circulations et de séparation des flux (soignants, patients, ouvriers, approvisionnements,...) devront être scrupuleusement respectés.

3.9. Stockage

➤ Stockage des matériaux

Il appartient à l'entreprise de prendre toutes dispositions nécessaires à la bonne conservation des matériaux ; Le stockage s'effectuera en des lieux appropriés. Les produits stockés susceptibles de produire des émanations ou classés inflammables, nocifs, agressifs, etc.... devront faire l'objet d'un marquage sur leur conditionnement. Cette signalétique devra être présente également sur les portes d'accès des lieux d'entreposage.

➤ **Stockage des matériels**

Les accessoires utilisés en parties communes (escabeau, échelle, échafaudage) devront faire l'objet d'un accord formalisé du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

4. QUALIFICATION ET FORMATION

4.1. Qualification du personnel - Peinture – Revêtements muraux

L'entreprise garantit le résultat des travaux exécutés.

L'entreprise devra notamment indiquer les procédures ou instructions décrivant ses modes opératoires ou dispositions de nature à assurer la sécurité des personnes et la protection de l'environnement.

4.2. Formation du personnel

Le personnel devant effectuer des travaux de maintenance sur des parois (ou à proximité) composées de matériaux amiantés, doivent avoir une formation dans le champ d'activité de la sous-section 4 (Article R4412-139 du Code du Travail) arrêté 22-12-2009. Celle-ci s'applique aux activités et interventions susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.

Le niveau d'habilitation du personnel devra être en concordance avec les travaux à réaliser.

Sur simple demande du donneur d'ordre, le personnel devra justifier sa qualification et son niveau d'habilitation en rapport avec les travaux.

5. CONTENU DES PRIX

Les prix s'entendent pour des prestations "dépose/évacuation" et/ou "fourni/posé." En aucun cas, ils ne peuvent donner lieu à des détails d'accessoires supplémentaires ou à des suppléments d'heures rajoutés à des postes d'équipements fournis/posés.

Outre les dispositions de l'article 9.2 du CCAP, les prix unitaires devront contenir l'ensemble des sujétions inhérentes à ce type de travaux incluant :

- la dépose d'accessoires liés à la peinture et aux revêtements muraux. (seuil, profilés, accessoires...),
- la dépose ou arrachage des revêtements muraux (mural PVC, toile de verre...),
- la préparation des supports (grattage, dégraissage, ponçage...),
- la mise en œuvre de produits de préparation de support (couches primaires, réagrèges...),
- la fourniture et pose de revêtements muraux (toile et/ou voile de verres, revêtements PVC...),
- la fourniture et la mise en œuvre de la peinture en intérieur et extérieur,
- la préparation et la mise en œuvre de peinture de sol,
- le nettoyage de chantier,
- les fiches données de sécurité, PV feu...(à fournir avant l'exécution des travaux).

5.1. Nettoyage de fin de chantier niveau 1

Le descriptif ci-après correspond au niveau minimum (n°1) de nettoyage à réaliser par l'entreprise :

➤ **Le nettoyage de fin de chantier comprend :**

En intérieur :

- sols : sol, revêtements divers : balayage, dépoussiérage humide, détachage si besoin
- murs : revêtements muraux, plinthes, dépoussiérage
- quincaillerie (boutons de portes, béquilles...),
- appareillage électrique (interrupteurs, prises de courant...),
- sanitaires : nettoyages et détartrages éventuel liés au chantier. Nettoyage des appareils sanitaires et de leurs robinetteries (cuvettes de toilette, laves mains, paillasse, plans vasques, lavabo, baignoires...),
- Menuiseries intérieures et extérieures : vitres et glaces aux deux faces, châssis fixes, châssis ouvrants, tablier...),

- faux-plafonds,
 - l'évacuation des déchets résiduels TCE....
- En extérieur :
- Le ramassage de tous les déchets et objets incongrus situés dans la zone d'installation de chantier du présent lot, ainsi que les cheminements, accès... du chantier faisant partie de l'installation de chantier.

➤ Résultats :

Les nettoyages doivent faire disparaître les taches de peinture, d'huile, les taches de plâtre, ciment, etc...

Les produits employés sont de classe environnementale A+ et/ou bénéficie d'un écolabel pour préserver la qualité intérieure de l'air.

Les procédés mis en œuvre doivent être appropriés afin de ne pas provoquer l'altération des matières elles-mêmes ou de leur état de surface (poli, brillant, etc ...)

Dans tous les cas, il y aura lieu de se référer pour les nettoyages aux indications données par les fabricants.

Ce nettoyage s'entend main d'œuvre, toutes fournitures éventuelles et sujétions incluses pour et durant la période de réception.

5.2. Nettoyage de niveau 2 - Nettoyage de mise à gris

Sans objet.

5.3. Nettoyage de niveau 3 – Nettoyage de mise à blanc

Sans objet.

6. PERIODES DE CONGES

Le CHL fonctionne en permanence (365 jours par an et 24h/24h). Dans ce cadre, et considérant l'objet des travaux, il est exigé du prestataire de mettre en place une organisation qui permette de répondre à des besoins éventuels sur toutes l'amplitude horaire et calendrier de fonctionnement du CHL.

Pendant la période des congés annuels, l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions utiles pour assurer à tout moment la demande de devis, et/ou l'exécution et/ou la poursuite des travaux en roulement de ses équipes.

NB : Les périodes de vacances (printemps, estivales, automne, fin d'année...) sont généralement propices à la réalisation des opérations de travaux et de maintenance. Il est demandé à l'entreprise de répondre aux demandes du maître d'ouvrage durant ces périodes.

7. DOCUMENTATION ET PLANS, DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)

Cf. article 6.4 du CCAP.

8. ATTACHEMENTS

Cf. Article 6.2 du CCAP

9. MATERIELS ET MAIN D'ŒUVRE

9.1. Généralités

L'entrepreneur pourra prévoir la fourniture de matériel différent de celui désigné dans le Bordereau de Prix (BPU), sous réserve de son équivalence en termes de qualité et de performance. Dans ce cas, son offre devra comporter obligatoirement la marque et le type précis du matériel prévu.

Etant donné l'impossibilité de donner une description de l'objet du marché sans y faire référence, les spécifications techniques sont mentionnées à titre indicatif dans le document BPU annexé à ce CCTP afin de définir un niveau de qualité et peuvent être remplacées par des produits équivalents.

Pendant l'exécution du marché le titulaire s'engage à employer les produits proposés dans le présent bordereau de prix, acceptés par le maître d'ouvrage.

En cas d'évolution technique des produits durant la période du marché, le titulaire du marché pourra proposer de substituer un nouveau produit à l'ancien au prix en vigueur dans le marché, sous réserve de l'acceptation de la maîtrise d'ouvrage. Ces nouveaux produits doivent être de qualité équivalente ou supérieure à ceux initialement prévus au marché.

A titre exceptionnel et uniquement sur demande du maître d'ouvrage d'autres produits, relevant de l'objet du présent lot mais présentant des caractéristiques différentes (par exemple qualité, fabrication ou dimensions) pourront être employés et feront systématiquement l'objet d'un devis au préalable.

Les matériels employés seront toujours de la première qualité et correspondront aux documentations techniques complètes qui auront été remises à l'appui de l'offre de l'entreprise ; ces matériaux ne pourront en aucun cas en différer sans accord du Maître de l'ouvrage ou du Maître d'œuvre.

9.2. Main d'œuvre

Les postes de main d'oeuvre seront obligatoirement présentés, décomposés et libellés par nature de tâche et non globalisés pour un chantier ou un ensemble de tâches différentes.

Ils ne peuvent en aucun cas se rajouter à un chantier de prestations "fourni/posé."

Les heures facturées seront celles réellement passées sur le site en fraction d'¼ d'heure.

Le taux horaire intégrera :

- les prises en charges,
- les déplacements,
- les frais de véhicules
- les frais de repas, d'hébergement

Fin du CCTP